

LA SERBIE ET L'UNION EUROPEENNE

– Perspectives vue de l'année 2010 –

MIHAILO CRNOBRNJA

Résumé

Les perspectives d'adhésion de la Serbie dans l'Union Européenne dans un proche avenir ne sont pas trop brillantes. Serbie a perdu beaucoup de temps pour arriver à un point où l'Accord de Stabilisation et d'Association est signé. Serbie a soumis une demande d'adhésion. Demande n'a pas encore été approuvée, et il est difficile de prévoir quand les négociations commenceront. Il y a des facteurs internes et externes qui contribuent à l'attente d'un cheminement assez long. Les facteurs internes sont: la coopération avec le TPIY, le problème de l'identité de la Serbie, la question du Kosovo, les réformes à accomplir et l'effet négatif de temps prolongée de l'intégration. Facteurs externes sont les suivants: la crise économique et financière dans l'UE, "l'approfondissement" nécessaire après le traité de Lisbonne, et de fatigue de l'élargissement senti dans un certain nombre de pays de l'UE.

Mots clés: intégration européenne, Accord de Stabilisation et d'Association, les réformes de transition, la coopération avec le TPIY, question du Kosovo, la crise économique et financière, fatigue de l'élargissement

*

Il ya deux événements importants qui ont eu lieu l'an 2010 qui indiquent le mouvement de la Serbie vers l'Union Européenne: 1. la suppression des visas pour le groupe de Schengen¹, et 2. le début du processus de ratification de l'Accord de Stabilisation et d'Association dans les États membres de l'UE. Dans la plupart des autres domaines, si important pour l'intégration plus rapide de la Serbie dans l'Union Européenne, les choses restent inchangées ou, dans le meilleur des cas, il y avait très peu de progrès.

D'autre part, au cours de ces dernières années, l'Union européenne elle-même a passé par une série d'événements, de se transformer et de fournir un autre «entité» lorsqu'elle est considérée comme un objectif stratégique désiré pour la Serbie.

Ces deux événements simultanés fournissent une vision beaucoup moins optimiste l'an 2010 en ce qui concerne l'avenir de l'intégration de la Serbie dans l'UE, puis ce fut le cas jusqu'à il ya deux ans, lorsque l'actuel gouvernement de Serbie a pris ses fonctions.

La Serbie appartient au groupe des pays des Balkans occidentaux que nous a promis "une perspective européenne" au Sommet de Thessalonique en 2003. Sept ans ont passé depuis le Sommet de Thessalonique. Cette perspective ne semble pas être beaucoup plus proche. Non seulement pour la Serbie. En d'autres termes, les pays des Balkans occidentaux, à l'exception notable de la Croatie, n'ont pas progressé très rapidement, ou très loin.

Le récent sommet UE - Balkans occidentaux qui s'est tenu le 2 Juin 2010 à Sarajevo, ne rompt pas de nouveaux motifs, ou introduit un mécanisme qui permettrait d'accélérer le rythme d'intégration des pays des Balkans occidentaux. Le Sommet a réaffirmé le libellé même de la "perspective européenne" déjà en place. Autres que la Croatie, qui est à l'ouverture et la clôture des chapitres dans les négociations sur la route de membre à part entière, d'autres pays des Balkans occidentaux semblent être aussi éloigné de l'UE que la Serbie est en ce moment, et pas très avancée de la situation qui prévalait à le temps du sommet de Thessalonique.

Sept années ont passés depuis l'introduction de la "perspective européenne" pour les Balkans occidentaux. Pour comprendre la longueur de temps dans ce contexte que l'on dise qu'un certain nombre des membres actuels de l'UE d'Europe centrale et Europe de l'Est a pris tout ce temps, ou une année de plus pour conclure les négociations d'adhésion. Les pays des Balkans occidentaux, autres que la Croatie, n'ont même pas encore commencé ces négociations.

1 Cela s'est passé effectivement en Décembre 2009, mais était mis en œuvre depuis le 1 Janvier, 2010

Il semble que l'avenir nous apportera un peu "plus de la" même, une lenteur des progrès vers l'objectif ultime - l'adhésion à l'Union européenne.

À mon avis, il existe plusieurs groupes de raisons pour lesquelles le rythme devrait ralentir de l'intégration. Ils sont regroupés en internes, générée en Serbie, et externes, ceux qui sont originaires de l'Union européenne.

RAISONS INTERNES

1. *Coopération avec le Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie (TPIY)*. Le plus gros obstacle jusqu'à présent a été et est encore, la pleine coopération avec le TPIY. Coopération pleine et entière avec le TPIY est chargé si la Serbie est de progresser vers l'Union Européenne. La Serbie a livré un grand nombre de hauts fonctionnaires à la Cour, y compris les anciens présidents. Mais la Hollande, et dans une moindre mesure la Belgique, n'étaient pas disposés à interpréter "pleine coopération" de toute autre manière, attendre la livraison du général Ratko Mladic au Tribunal de La Haye. Coopération pleine et entière avec le TPIY reste un élément important de poursuivre pour l'intégration de la Serbie dans l'Union européenne.

Il convient de noter que la livraison de Mladic au TPIY générale n'est pas une idée populaire en Serbie. Bien au contraire, il y a beaucoup de citoyens dans la Serbie plaidant contre la livraison qu'en sa faveur. Par conséquent, l'attractivité de l'UE en Serbie est réduite par le fait qu'il insiste sur quelque chose qui est plutôt impopulaire en Serbie. Ces dernières années, il y a eu un léger changement dans le nombre vers l'acceptation de la livraison de Mladic général, mais la majorité est encore contre elle.

2. Le problème d'identité. La deuxième explication de la lenteur de l'intégration à ce jour réside dans le fait que la Serbie est encore en train de définir ses frontières. En 2001, les négociations ont commencé entre l'Union Européenne et la République fédérale de Yougoslavie. Ils se sont poursuivis entre l'Union Européenne et l'Union Étatique de Serbie-et-Monténégro, une entité que l'UE a beaucoup à faire dans la création par le Haut représentant Xavier Solana. Au cours de ce processus de transformation de l'État, l'UE a interrompu les négociations en insistant que la Serbie-et-Monténégro de créer une union douanière, et d'autres institutions conjointes, qui n'existaient pas, mais étaient nécessaires si la Serbie et le Monténégro ont été d'entrer dans l'Union douanière de l'UE en tant que une première étape. Ce n'était pas le cas et plus d'un an a été perdu en tentant de créer une base solide pour l'union d'état. Le syndicat état dissous trois ans après sa création lors d'un référendum sur l'indépendance du Monténégro acquise nécessaire de 55% des voix. Maintenant, la Serbie négocie seule avec l'Union Européenne, mais la question de l'identité n'est pas encore clos en raison du Kosovo. Cette question est actuellement si important, il sera traité comme une question distincte.

Alors que la Serbie a été de perdre du temps dans son processus d'intégration, dix anciens pays communistes sont devenus membres de l'Union européenne, y compris la Bulgarie et la Roumanie. Les pouvoirs de l'UE de ces deux pays voisins sont très suspects en Serbie, en ajoutant à la croyance plutôt répandue que l'adhésion à l'UE a beaucoup à voir avec la géo considérations stratégiques et politiques, plutôt que les « critères dits de Copenhague » de l'adhésion à l'UE.

3. *La question du Kosovo*. Ceci est la suite du problème examiné au point 2. Il a à voir avec l'identité. Le Kosovo est, ou ce n'est pas une partie de la Serbie? De facto, il ne l'est pas. Il n'y a pas d'attribut unique de la souveraineté serbe qui se trouve sur le territoire qui est sous le contrôle des Albanais du Kosovo. Le Kosovo n'est pas intégré dans aucun des systèmes institutionnels qui créent un état. Il n'y a pas de tribunal serbe, armée, police, douanes, ou même pas de bureau de poste, pour n'en nommer que quelques-unes des institutions qui définissent un état. Le Kosovo a un parlement distinct et un gouvernement.

La communauté internationale (ONU et Union européenne) jouent un rôle important dans le maintien de la paix au Kosovo après la confrontation sanglante entre Serbes et Albanais en 1998-1999 qui a conduit à l'intervention de l'OTAN en Mars 1999. Mais il serait naïf de penser, comme certains en Serbie font, que le rôle de la communauté internationale est de ramener la situation à un status quo ante. Particulièrement maintenant, quand les États-Unis et un certain nombre des principaux pays de l'Union européenne ont reconnu l'indépendance autoproclamée des Albanais du Kosovo.

La Serbie se bat pour garder la feuille de vigne de la souveraineté de jure. Pendant un certain temps, la stratégie a été de faire avancer ce dossier sensible de la politique à l'arène juridique. Ainsi, la Serbie a adressé une question sur l'indépendance autoproclamée de la Cour internationale de La Haye, pour demander une interprétation si la présente loi est en conformité avec, ou contraire au droit international. La décision de la Cour était que la déclaration n'est pas en violation du droit international! Ainsi, la Serbie est de retour à la

case départ, avoir à se déplacer sur la scène politique de l'Organisation des Nations Unies, en essayant d'arrêter une nouvelle reconnaissance du Kosovo par les États membres de l'ONU.

Cette situation a souligné la nécessité de faire pression sur les pays non-alignés, de loin le plus grand bloc de vote à l'ONU. La Serbie, mais comme une partie de la Yougoslavie, a été un des membres fondateurs du mouvement en 1961². Pendant longtemps après la mort de Tito, le *Mouvement des pays non-alignés* n'était même pas sur l'écran radar de la politique serbe. Maintenant, il y a un regain d'intérêt soudain, pour la plupart cherchent un soutien politique sur la question du Kosovo.

Alors, comment poursuivra la Serbie sa route vers l'Union Européenne, avec ou sans le Kosovo? Jusqu'à présent, les deux questions ont été séparées par des politiciens serbes, fonctionnaires de la Commission et certains pays membres de l'UE avec l'argument que les questions ne sont pas liées. Je trouve cela difficile à croire. D'autant plus après avoir assisté à une conférence en Allemagne récemment, où tous les participants allemands (les fonctionnaires du ministère des Affaires Étrangères et membres de think tanks) a clairement indiqué que la Serbie devra faire un point de vue différent sur le Kosovo si elle est de devenir un membre de l'Union Européenne.

En Serbie, il est souvent souligné que l'Union Européenne ne dispose pas d'une politique commune sur le Kosovo, étant donné que cinq États membres de l'UE ne reconnaît pas l'indépendance du Kosovo. Ceci est parfois interprété localement comme la Serbie d'avoir une «main forte», parce qu'elle a une politique claire envers le Kosovo et l'Union européenne. Il s'agit d'une fausse conclusion. Les perspectives d'intégration de la Serbie dans l'UE ne dépendent pas sur une politique commune sur le Kosovo, mais sur le point de vue de chacun et de tous les pays de l'UE sur le respect de la Serbie des critères d'adhésion. Le cas de la Hollande et la coopération avec le TPIY est un rappel clair. Sur la route de la Serbie à l'UE l'un des pays qui ont reconnu le Kosovo peut soulever la question comme une condition préalable à l'adhésion de la Serbie. Je doute que tout pays suggère que la Serbie reconnaît effectivement le Kosovo, mais il y a beaucoup plus subtile de la flexion du muscle politique et de proposer à la Serbie un besoin de coopérer avec les autorités du Kosovo.

Il y a une politique européenne commune à l'égard de toute la région de l'ex-Yougoslavie, en demandant la paix, la stabilité et la coopération en tant que condition préalable à la prospérité et l'intégration dans l'Union Européenne.

Le Président de la Serbie et le ministre des Affaires étrangères dit publiquement que si la Serbie doit choisir entre l'Union Européenne et le Kosovo, il choisira Kosovo. Dans les sondages, une grande partie de la population (même si cela baisse quelque peu récemment) indique qu'ils feraient le même choix. Je doute que ce choix, si et quand il arrive, fera plus Kosovo serbe. Mais il est une forte indication de l'attractivité relativement faible de l'Union européenne dans la vision des politiciens et la population de la Serbie, si la notion d'une valeur nominale de « conserver » sur le Kosovo est plus attrayant. Ce qui est assez surprenant, c'est que ces deux hauts fonctionnaires de répondre à la question rhétorique sans que personne ne l'a posé.

4. *Les réformes nécessaires.* Les réformes, ou de transition, en Serbie a commencé assez bien sous le premier gouvernement après la chute de Slobodan Milosevic. La Serbie a reçu de bonnes notes pour la plupart des changements de moniteurs désignés de la transition (Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement, le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale). Le rythme des réformes a ralenti durant la deuxième moitié de la décennie écoulée. La Serbie doit encore réformer un certain nombre de secteurs et de faire face à certains problèmes en suspens avant de pouvoir s'attendre à l'entrée dans l'Union européenne. Dans le domaine économique en haut de la liste sont la restructuration et la vente de certaines entreprises publiques restantes et la question de la stabilité budgétaire. En outre, la Serbie a besoin pour améliorer sa position sur la liste de la compétitivité du Forum économique mondial où, pour le moment, il occupe position numéro 93 parmi 134 pays. Pour aggraver les choses, de la Serbie en fait diminué de numéro 86 à l'année précédente. La réforme juridique est en cours mais il est sujet à controverse. Les critiques soulignent que la réforme se déplace en fait loin de la Serbie de l'Union européenne, plutôt que vers elle. La corruption endémique est un gros problème qui nécessitera beaucoup d'effort concerté pour éradiquer avant d'entrer dans l'Union européenne en tant que membre.

5. *Le facteur temps.* Beaucoup de temps qui s'est écoulé jusqu'à présent, peu de progrès accomplis. Le facteur temps a à voir avec l'(ab)usation des attentes de la population serbe. Il a été 10 ans depuis le début des pourparlers préparatoires avec l'Union Européenne. En cette période de temps la Serbie n'a fait un premier pas modeste, qui ne cesse de stabilisation et d'association opérationnel, mais pas ratifié, et la suppression des visas pour l'espace Schengen.

2 La Conférence Fist du Mouvement des pays non alignés a eu lieu à Belgrade en Septembre 1961

Dans le même temps, les politiciens pro-serbes de l'UE ont fait de nombreuses promesses optimistes que cette ou de l'autre va se passer d'une telle date. Un Premier ministre serbe en 2003 est convaincu que la Serbie deviendra membre en 2007!? Plus tard, les hauts fonctionnaires prévoient que l'Accord de Stabilisation et d'Association serait en vigueur peu de temps, toujours avec une date ci-joint. En fait, il a fallu plusieurs années pour être signée par le Conseil des ministres et de lancer le processus de ratification. Actuellement, les promesses sont centrées sur l'acceptation de la demande d'adhésion. À la fin de 2009, la promesse a été que la demande serait acceptée par l'été 2010. Au moment où j'écris cet article³. La date butoir offerte par les responsables politiques serbes est «la deuxième moitié de 2010, durant la présidence belge». La prudence un peu plus proposée au début de 2011, et ainsi de suite.

Au lieu de remonter le moral de la population et de mobiliser l'administration pour une action plus énergique des prédictions injustifiées, quand tort, comme ils le sont souvent, ajouter à la faible attractivité de l'Union Européenne et, implicitement, de ralentir le processus d'intégration. Depuis l'explication / excuse de ceux qui ont fait des prédictions est toujours basé sur l'(in)activité de l'Union européenne, les gens pensent que l'UE «nous laisse tomber». Les plus sinistres parmi les analystes suggèrent même un complot anti-serbe, etc Ce qui est généralement oublié dans ces cas est le fait que les prédictions ne sont pas faites par l'UE et / ou fonctionnaires des États membres, mais par nos propres politiciens.⁴

LES FACTEURS EXTERNES

1. *La crise économique et financière.* Il n'est pas encore terminée. La Grèce, bien sûr, est un fait connu, mais y a-t-il d'autres dans l'arrière-plan avec des scénarios de faillite possible? Il y a des avertissements que si, par exemple, le type grec de la crise frappe l'Espagne, la zone euro probablement se désintègrera. Et l'Espagne n'est pas le seul pays au bord de la crise financière et économique. En règle générale, on estime que le risque d'effondrement est le plus grand au Portugal, l'Italie, l'Irlande, la Grèce et Espagne⁵.

Et l'euro a pris une lourde perte par rapport au dollar au cours des derniers mois. La principale question ici n'est pas si une telle chose se reproduit ou non, mais y a-t-il un avenir à long terme pour l'euro sans beaucoup plus de coordination fiscale, même coopération. Il est maintenant clair que l'irresponsabilité fiscale de certains pays ont mis en danger l'ensemble du groupe. Par conséquent, la responsabilité financière sera une „obligation” si des événements semblables doivent être évités à l'avenir. Mais certains pays clés de l'UE semblent être réticents à céder la souveraineté, ou une partie de celui-ci, en matière fiscale, comme ils le faisaient dans la politique monétaire dans le processus de création de l'euro.

L'UE ne peut que perdre l'attractivité, tant pour les initiés et les profanes: a. si l'irresponsabilité fiscale est autorisée à rester impuni; b. si d'autres sont attendus pour sauter avec leurs ressources pour renflouer les fiscalement irresponsables, et c. s'il y a peu d'accord sur la façon de prévenir une telle chose se produise dans l'avenir.

Ces questions resteront très élevées sur l'ordre du jour de l'Union Européenne dans un avenir prévisible, ce qui rend d'autres questions, telles que l'intégration des pays des Balkans relativement moins important. Les pays des Balkans, y compris la Serbie, n'ont pas le privilège d'être une priorité dans l'agenda politique de l'Union européenne, comme c'était le cas avec les 10 pays Europe centrale et orientale qui ont constitué la dernière vague d'élargissement de l'UE.

2. *Le «approfondissement» après le traité de Lisbonne.* Pour être sûr, le but principal du traité de Lisbonne est de rendre l'UE plus attractive. Après tout, ce traité est le deuxième meilleur (et le compromis) solution pour un motif désiré de l'Union Européenne qui a échoué avec les référendums en France et en Hollande, qui a assommé le Constitution de l'UE. Le principal objectif du traité est de rendre l'UE plus forte et plus fonctionnel, donc plus crédible et attrayante. Le manque d'attrait, surtout pour les pays des Balkans occidentaux, apparaît dans le changement d'orientation politique de «l'élargissement» de l'UE à "l'approfondissement" de l'UE. La conception fixés par le traité de Lisbonne doit être mis en œuvre et qui exigeront des ressources (essentiellement le temps du politique), ce soit en réduisant ou en ralentissant l'engagement de ces ressources dans le processus d'élargissement.

3 L'été de 2010

4 Actuellement, il existe des «promesses» que l'Union européenne acceptera les pays des Balkans en tant que membres de l'année 2014. commémorant ainsi le 100e anniversaire du début de la Première Guerre mondiale qui a été déclenchée par l'assassinat du duc Ferdinand d'Autriche dans les Balkans.

5 Voir l'acronyme «PIIGS»

3. *fatigue de l'élargissement*. Il y a beaucoup de parlés, et beaucoup de refus, que la fatigue de l'élargissement a mis en procès. Le fait est que l'UE a presque doublé de taille en 2004 (avec 2007) et que ce dernier élargissement de l'Union européenne, par douze pays doit être correctement «digéré». La plupart des sondages indiquent que dans de nombreux pays importants, il n'est pas beaucoup de sympathie pour une nouvelle vague d'élargissement. Cela ne signifie pas qu'il n'y aura pas de nouvel élargissement. Mais il est clair que l'élargissement de la voile du navire contre le vent est plus difficile que si le vent est plus favorable. En particulier, si les nouveaux pays candidats ou candidats potentiels, proviennent d'une région troublée comme les Balkans. Dans le passé, la plupart des pays des Balkans ont fait tous les gros titres dans les journaux de toutes les mauvaises raisons.

Sous cette même rubrique de fatigue de l'élargissement, je voudrais également ajouter la déception de l'élargissement "dans un passé récent, notamment l'entrée de la Roumanie et la Bulgarie. Le comportement négligeant de répondre aux critères d'adhésion à ces deux pays a eu des effets dans le reste de l'Union européenne. Pour les initiés, il y a un sentiment de déception sur les critères et la procédure d'acceptation des membres. Ceci, bien sûr, conduit à un resserrement de la procédure pour les futurs candidats. Déjà, la Croatie est en cours d'examen plus approfondi par la Commission dans sa phase finale des négociations. Cela se traduira inévitablement par un moyen encore plus rigoureux de contrôle de progrès pour le reste du pays qui attendent leur tour.

En Serbie, par exemple, ces deux aspects de l'intégration, la « fatigue » et la « déception », sont utilisés par les forces anti-politiques de l'UE de présenter leur demande que l'aspiration vers l'UE est futile, car «dans l'UE veut nous (Serbie)» et que les dirigeants seraient bien avisés de chercher ailleurs un partenariat stratégique, principalement la Russie. Il y a une croyance populaire fort en Serbie que la Russie est un «vrai» ami et que les bénéfices d'une telle amitié sont juste autour du coin. Tout cela en dépit de la récente privatisation de la compagnie pétrolière nationale serbe par le russe Gazprom qui a été menée d'une manière qui ne peut guère être qualifiée de «sympathique».

En résumé, les conditions extérieures ou, pour utiliser un terme économique, la fourniture "d'adhésion" sont moins favorables dans les dix prochaines années, puis ils ont été au cours des deux dernières décennies. D'autre part, la «demande» à l'adhésion est également moins prononcée que c'est l'attrait de l'Union européenne en Serbie en ce moment. La force magnétique n'est pas aussi forte qu'elle l'était, mais l'Union européenne reste toujours l'option dominante et raisonnable pour l'avenir de la Serbie.

Traduction de Judit Varga

...

* Professeur Mihailo Crnobrnja, PhD
Faculté de l'Économie, des Finances et de l'Administration
Singidunum Université Belgrade

*

www.southeast-europe.org
dke@southeast-europe.org

© DKE 2010.